



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Gendarmerie nationale

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Marché passé en procédure adaptée en application
des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

Aménagement de modules d'hébergement à l'école de Gendarmerie de Montluçon

DATE ET HEURE LIMITES DE RÉCEPTION DES OFFRES

vendredi 11 juillet 2025 – 14 heures

Le présent règlement de la consultation comporte 12 pages numérotées de 1 à 12

Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale

Groupement de soutien opérationnel des écoles

Bureau budget et administration

2 rue Toufaire

BP 90050

17302 ROCHEFORT CEDEX

Tél : 05.46.88.33.07

smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME ACHETEUR.....	3
ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION.....	3
ARTICLE 3 – CONDITION ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION.....	3
3.1. Procédure de passation.....	3
3.2. Allotissement.....	3
3.3. Visite du site.....	4
3.4. Nomenclature.....	4
3.5. Variante.....	4
3.6. Prestations similaires.....	4
3.7. Prestations supplémentaires éventuelles.....	4
ARTICLE 4 – MONTANT GLOBAL DE L'OPÉRATION.....	4
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION.....	5
5.1. Certification achats responsables.....	5
5.2. Conditions de participation.....	5
5.3. Composition du dossier de consultation.....	5
5.4. Modifications du dossier de consultation.....	5
5.5. Renseignements complémentaires relatifs à la candidature.....	5
5.6. Retrait du dossier.....	6
ARTICLE 6 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
6.1. Date et heure limites de dépôt des offres.....	6
6.2. Délai de validité.....	6
6.3. Informations complémentaires.....	7
6.4. Présentation et contenu des candidatures.....	7
6.4.1. Documents à produire à la candidature.....	7
6.4.2. Documents à produire pour les offres.....	8
6.5. Forme juridique du candidat.....	8
6.5.1. Sous-traitance.....	8
6.5.2. Groupement - co-traitance.....	8
6.5.3. Candidat établi à l'étranger.....	9
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISES DES OFFRES.....	9
7.1. Modalités de dépôt des offres.....	9
7.2. Copie de sauvegarde.....	9
ARTICLE 8 – JUGEMENT DES OFFRES - NÉGOCIATION.....	10
8.1. Modalités et critères de sélection des offres.....	10
8.2. Négociation.....	11
ARTICLE 9 – MÉDIATION, DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	11
9.1. Recours au médiateur interne.....	11
9.2. Différends et litiges.....	12

Annexes :

du règlement de la consultation (RC)

- annexe 1 : organigramme du Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles (GSOE) ;
- annexe 2 : attestation de visite.

de l'acte d'engagement (AE)

L'annexe suivante sera obligatoirement jointe dans l'enveloppe « CANDIDATURE + OFFRE » :

- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot.

ARTICLE 1 – IDENTIFICATION DE L'ORGANISME ACHETEUR

Nom de l'organisme : Ministère de l'Intérieur Commandement des Écoles de la Gendarmerie Nationale Groupement de Soutien Opérationnel des Écoles Bureau Budget et Administration Section marchés conventions	Représentant du Pouvoir Adjudicateur : Le Général de Corps d'Armée, Laurent BITOUZET
Adresse : 2 rue Toufaire	Code postal : 17 300
Ville : ROCHEFORT	Pays : FRANCE
Téléphone : 05 46 88 33 01	Adresse de courrier électronique : smc.bba.cegn@gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTICLE 2 – OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet l'aménagement de modules d'hébergement d'élèves au sein de l'école de gendarmerie de Montluçon (03).

Lieu d'exécution des travaux :

ÉCOLE DE GENDARMERIE DE MONTLUÇON
95 avenue Jules Guesde
03102 MONTLUÇON

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) joint au dossier de consultation des entreprises (DCE).

ARTICLE 3 – CONDITION ET ÉTENDUE DE LA CONSULTATION

3.1. Procédure de passation

Cette consultation est passée selon la procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article R.2132-7 et L.2132-2 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires répondront sous forme dématérialisée sur le site de la plate-forme des achats de l'État (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseHome> en rappelant la référence de cette consultation.

3.2. Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché est alloté de la manière suivante :

- lot n° 1 : menuiserie
- lot n° 2 : plâtrerie / peinture / portes
- lot n° 3 : électricité

Les candidats peuvent soumissionner à un ou plusieurs lots. Chaque lot est attribué indépendamment.

3.3. Visite du site

Les soumissionnaires doivent **OBLIGATOIREMENT** effectuer une visite des lieux, afin qu'ils puissent constater l'étendue de leurs obligations (accessibilité, ...) dans le cadre du marché.

Coordonnées des personnes à contacter pour prendre rendez-vous pour les visites :

- ADJ AUMERLE Cédric – tph 0470085059 – cedric.aumerle@gendarmerie.interieur.gouv.fr
- MDL DEVAUX Edward – tph 0470085060 – edward.deviaux@gendarmerie.interieur.gouv.fr

L'absence de visite des lieux est une cause de rejet de l'offre du candidat.

Les visites devront avoir eu lieu entre le **16 juin et 04 juillet 2025**. Une attestation sera remise au candidat (annexe 2 du RC).

Aucune réponse aux questions techniques ou administratives ne sera fournie lors des visites. Ces dernières devront être transmises suivant les dispositions de l'article 5.5 du présent RC.

3.4. Nomenclature

Le code de classification du vocabulaire commun des marchés (code CPV) est pour l'objet principal :

- Lot n° 1 : menuiserie : 45421000 - Travaux de menuiserie
- Lot n° 2 : plâtrerie / peinture / portes : 45421131 - Pose de portes
- Lot n° 3 : électricité : 45311000 - Travaux de câblage et d'installations électriques.

3.5. Variante

Aucune variante n'est autorisée.

3.6. Prestations similaires

En application des dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics, le RPA se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du marché. A cet effet, une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence pourra être engagée.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés publics pourront être conclus ne peuvent dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché public.

3.7. Prestations supplémentaires éventuelles

Il est demandé aux soumissionnaires de proposer, dans leur offre, le coût de prestations supplémentaires éventuelles. Celles-ci sont stipulées dans le CCTP (art. 5.2.3) du lot n°2 et feront l'objet d'un chiffrage à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) jointe à l'acte d'engagement.

Le RPA se réserve le droit de commander ou non ces prestations lors de la signature du contrat.

ARTICLE 4 – MONTANT GLOBAL DE L'OPÉRATION

Le montant estimatif de l'opération est de quatre-cent-cinq mille quatre-cent-quarante euros (405 440 €) toutes taxes comprises.

La répartition estimative par lot est la suivante :

- lot n° 1 : menuiserie : trois cent mille six cents euros, toutes taxes comprises (300 600 € TTC) ;
- lot n° 2 : plâtrerie / peinture / portes : soixante-huit mille cinq cent soixante-dix euros, toutes taxes comprises (68 570 € TTC) ;
- lot n° 3 : électricité : trente-six mille deux cent soixante-dix euros, toutes taxes comprises (36 270 € TTC)

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE LA CONSULTATION

5.1. Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publics, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables (RFAR) » et au label RFAR joint au présent marché et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de « la charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La Médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats (CNA) – vous accompagnera dans cette démarche. Pour toute information : <http://www.economie.gouv.fr/mediation-des-entreprises>.

5.2. Conditions de participation

La participation à la présente consultation vaut acceptation sans restriction du présent règlement de la consultation.

5.3. Composition du dossier de consultation

Le dossier de consultation est constitué des pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- un acte d'engagement (ATTRI 1) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le cadre de réponse du mémoire technique.

5.4. Modifications du dossier de consultation

Des modifications de détail peuvent être apportées par le RPA aux documents de la consultation au plus tard six (6) jours avant la date limite fixée pour la remise des offres.

Dans le cas où la date limite de réception des plis serait reportée, la disposition précédente reste applicable à la nouvelle date.

Seuls les opérateurs enregistrés au moment du retrait du dossier de consultation via le profil d'acheteur sur PLACE seront alertés des modifications. Il est ainsi recommandé aux opérateurs susceptibles d'être intéressés par le marché de s'enregistrer sur la plate-forme dématérialisée PLACE.

5.5. Renseignements complémentaires relatifs à la candidature

Toute question relative à la présente consultation doit être déposée sur la plate-forme sous la référence de la présente consultation, **au plus tard huit (8) jours calendaires** avant la date limite. Passé ce délai, il n'y sera pas répondu. Les réponses seront également adressées sur cette même plate-forme dans un délai de six (6) jours.

Il ne sera répondu à aucune question par téléphone ou par courriel, afin de préserver l'égalité de traitement entre les candidats à la présente consultation.

A ce titre, l'adresse courriel indiquée dans le formulaire relatif à l'opérateur économique, remis par la PLACE, sera utilisée comme seule voie d'information des candidats notamment sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires survenant en cours de procédure. Il appartient donc au candidat de relever régulièrement son courrier électronique.

La responsabilité du RPA ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utile.

5.6. Retrait du dossier

Le dossier de consultation est téléchargeable à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plate-forme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique ou en cas de téléchargement anonyme.

Les candidats sont informés que le RPA utilise son profil d'acheteur via la plate-forme des Achats de l'État pour communiquer par écrit avec les candidats (envoi des réponses aux questions, informations sur les éventuelles modifications du DCE, éventuelles demandes de complément des candidatures, etc.). Des courriels contenant un lien de téléchargement permettant à chaque candidat d'accuser réception et d'accéder au contenu de ces messages seront donc adressés aux candidats en provenance de l'adresse de messagerie suivante : nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr

Les candidats sont donc invités à :

- s'assurer que la configuration de leur boîte de messagerie permet de recevoir ce type de message ;
- vérifier que ces courriels ne figurent pas dans le dossier « indésirable » ou « spam » ;
- accuser réception de chacun des envois en cliquant sur le lien de téléchargement contenu dans le courriel.

ARTICLE 6 – PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les documents du dossier de consultation ne doivent en aucun cas être modifiés. Toute modification de ces documents entraînera le rejet et la nullité de l'offre. Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager la société.

6.1. Date et heure limites de dépôt des offres

Les offres doivent parvenir via la plate-forme au plus tard : **vendredi 11 juillet 2025 – 14 heures**

Conformément à l'article R.2143-2 du Code de la Commande Publique, les offres parvenues hors délai seront éliminées.

6.2. Délai de validité

Le délai de validité des offres est fixé à cent-vingts (120) jours à compter de la date de réception des offres ou dans le cas d'une offre négociée, à compter de la date figurant sur l'acte d'engagement de la dernière offre négociée.

Toutefois, à l'échéance de ce délai, le RPA pourra demander aux soumissionnaires de maintenir leur offre pour un nouveau délai. En cas d'acceptation notifiée par écrit au RPA, les soumissionnaires seront engagés par leur offre jusqu'à l'échéance de ce nouveau délai. Si aucune décision n'était notifiée aux soumissionnaires avant son expiration, ces derniers seraient déliés de leur engagement.

6.3. Informations complémentaires

Lors de l'établissement de leur offre, les candidats sont réputés avoir pris connaissance des documents contractuels administratifs et techniques énumérés à l'article 3.1 du cahier des clauses administratives particulières.

Il appartiendra au soumissionnaire de signaler en temps utile et obligatoirement avant la remise des offres, les omissions, les imprécisions ou les contradictions qu'il aurait pu relever dans les documents fournis, et de demander les éclaircissements nécessaires par écrit via la PLACE.

En conséquence, le futur titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission susceptible d'être relevée dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des prestations ni pour prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de son offre ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

6.4. Présentation et contenu des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, le RPA qui constate que des pièces, dont la production était réclamée, sont absentes, ou incomplètes, peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

En application de l'article R.2142-25 du Code de la Commande Publique, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché.

6.4.1. Documents à produire à la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) mis à jour au 01/04/2019, disponibles gratuitement sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics/formulaires>, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

En fonction de ces deux cas, chaque candidat aura ainsi à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes **datées et signées** :

- pièce 1 : engagement : le candidat produit les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;
- pièce 2 : redressement judiciaire : le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- pièce 3 : attestation d'assurance, de l'année en cours, en lien avec les travaux exécutés ;
- pièce 4 : lettre de candidature (imprimé **DC1**) : l'imprimé DC1 fera apparaître si le candidat se présente seul ou sous la forme d'un groupement d'entreprises, et en cas de groupement, les membres du groupement, l'indication du mandataire et la forme du groupement et comportera également l'ensemble des attestations sur l'honneur obligatoire ;
- pièce 5 : déclaration du candidat (imprimé **DC2**) : pour chaque membre du groupement - le DC2 devra comporter le chiffre d'affaire global et le chiffre d'affaires propres aux réalisations sur les cinq (5) dernières années ;
- pièce 6 : les éléments de la sous-traitance éventuelle. Si le candidat fait appel à des capacités professionnelles, techniques et financières de sous-traitant, il devra joindre :
 - un acte spécial de sous-traitance (imprimé **ATTRI2**) ;
 - un RIB ;
 - l'attestation URSSAF (l'attestation URSSAF doit viser une situation datant de moins de six (6) mois) ;
 - les attestations fiscales et sociales datant de moins de trois (3) mois ;
 - formulaire Kbis (l'extrait Kbis doit viser une situation datant de moins de trois (3) mois ;
 - attestations d'assurance de l'année en cours en lien avec les prestations qu'il exécutera.

Conformément à l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique, les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements demandés que le représentant du pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- le candidat doit indiquer, dans le dossier de candidature, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais et les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace ;
- l'accès à ces documents est gratuit.

6.4.2. Documents à produire pour les offres

Les offres sont remises en un exemplaire original et sont entièrement **rédigées en langue française**.

Elles doivent contenir impérativement :

- l'acte d'engagement (ATTR11) dûment complété, **daté et signé** ;
- la DPGF, complétée, **datée et signée** ;
- le mémoire technique devra contenir les éléments suivants :
 - FICHE 1 / Organisation du chantier : le candidat devra entre autre décrire les moyens humain et matériel qu'il prévoit d'affecter au chantier.
 - FICHE 2 / Description des matériels et matériaux : le candidat précisera les marques, types et références des matériels proposés. S'ils diffèrent de ceux préconisés dans le CCTP, le candidat devra produire les PV et autres certificats attestant de la conformité et équivalence technique avec ceux demandés.
 - FICHE 3 / Prise en compte de l'environnement : le candidat devra notamment décrire les modalités de traitement des déchets issus du chantier.
 - FICHE 4 / Planning de réalisation des travaux : dans le cadre du planning de réalisation, devront être clairement identifiées les délais d'approvisionnement, les tâches d'exécution détaillées et celles nécessaires aux essais et aux opérations préalables à la réception.

Les candidats sont informés qu'ils ont la liberté de présenter leur acte d'engagement signé au moment du dépôt de leur offre.

Cependant, le terme « signature » correspond autant à une signature physique qu'à une signature électronique sécurisée (une signature scannée n'ayant pas la valeur d'une signature électronique).

Selon la réglementation en vigueur, un soumissionnaire pourra être exclu temporairement ou définitivement des marchés passés par le ministère en cas d'inexactitude des renseignements fournis.

6.5. Forme juridique du candidat

Le candidat pourra répondre soit sous forme d'un contractant unique regroupant toutes les compétences nécessaires, soit sous la forme de membre d'un seul groupement. Il ne peut donc cumuler les deux (2) qualités. Dans l'hypothèse d'un groupement, un seul candidat qu'il soit mandataire ou co-traitant, ne pourra faire partie que d'un seul groupement.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats uniques et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

6.5.1. Sous-traitance

Les entreprises soumissionnaires pourront recourir à la sous-traitance conformément aux articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la Commande Publique en vigueur.

En cas de sous-traitance déclarée au moment de l'offre, l'obligation de production des documents demandés s'étendra à l'entreprise sous-traitante. En conséquence, l'entreprise soumissionnaire devra produire tous les documents mentionnés aux articles 6.4.1 et 6.4.2 du présent règlement de la consultation pour chaque sous-traitant, ainsi qu'un formulaire DC4.

6.5.2. Groupement - co-traitance

Conformément aux dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-27 du Code de la Commande Publique, les soumissionnaires pourront présenter leur offre sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire.

Toutefois, en cas d'attribution du marché et pour la bonne exécution de celui-ci, le groupement devra obligatoirement prendre la forme du groupement solidaire dès notification de la décision par le RPA.

Les éventuelles habilitations nécessaires au mandataire pour représenter les autres membres du groupement seront fournies au moment de l'attribution du marché.

6.5.3. Candidat établi à l'étranger

Le candidat établi à l'étranger produit les certificats ou les documents justificatifs demandés aux articles 6.4.1 et 6.4.2 du présent document conformément aux prescriptions des articles R.2143-7 et R.2143-8 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE REMISES DES OFFRES

Chaque candidat devra produire un dossier complet comprenant toutes les pièces mentionnées aux paragraphes 6.4.1 et 6.4.2 du présent document.

Information du site des Marchés Publics de l'État (PLACE) : les opérations de maintenance de la plateforme ont généralement lieu le mercredi soir entre 19h et 22h. Pendant ces quelques heures, la plateforme est indisponible, le dépôt d'une réponse est donc impossible. Pensez à tenir compte de cette plage horaire de potentielle indisponibilité dans l'organisation de votre dépôt.

Pour rappel, il est fortement recommandé de tester la configuration de son poste quelques jours avant le dépôt d'une offre. Il est généralement possible de tester le dépôt d'une réponse sur une consultation de test (menu Aide).

Les documents devront impérativement respecter les formats électroniques suivants : .doc .odt .xls .calc .ppt .pdf .zip.

7.1. Modalités de dépôt des offres

Les offres doivent être exclusivement déposées par transmission électronique via la **PLACE** <https://www.marches-publics.gouv.fr> pour la remise des plis (candidatures et offres), conformément aux articles R.2332-1 à R.2332-18 du Code de la Commande Publique en vigueur, sous la référence de la présente consultation.

Dans tous les cas, les envois par courriel ne sont pas acceptés.

La durée du téléchargement varie en fonction du débit de l'accès à Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; tout pli dont le téléchargement se terminerait au-delà de la date et de l'heure limites de réception des offres sera considéré comme hors délai.

Il est fortement conseillé de ne pas attendre le dernier jour pour procéder au dépôt de l'offre.

7.2. Copie de sauvegarde

Conformément à l'article R.2132-11 du Code de la Commande Publique, lorsque le candidat dépose une offre via la PLACE, il lui est fortement recommandé de transmettre une copie de sauvegarde.

Attention : le dépôt seul d'une copie de sauvegarde ne peut être assimilé au dépôt d'une offre.

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique (la trace de cette malveillance est conservée) ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde est une copie à l'identique de la réponse électronique. Elle peut être transmise sur support papier ou sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom ou clé USB).

Elle peut être adressée :

- par envoi postal en recommandé avec accusé de réception ;
- par porteur ou en mains propres, déposée contre récépissé à l'adresse ci-après aux horaires suivants : du lundi au vendredi de 08 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 30 ;

- sous pli permettant d'assurer la confidentialité portant les mentions et l'adresse ci-après :

Société :

COMMANDEMENT DES ÉCOLES DE LA GENDARMERIE NATIONALE
GROUPEMENT DE SOUTIEN OPÉRATIONNEL DES ÉCOLES
BUREAU BUDGET ET ADMINISTRATION
2 rue Toufaire
17302 ROCHEFORT CEDEX

A N'OUVRIR QUE PAR LA SECTION MARCHES CONVENTIONS

COPIE DE SAUVEGARDE

Travaux d'aménagement de modules d'hébergement à l'École de Gendarmerie de Montluçon (03)

Quel que soit le mode de transmission choisi, la copie de sauvegarde doit parvenir avant les dates et heures limites de dépôt des offres figurant sur la page de garde du présent document.

Le candidat devra tenir compte des délais postaux, le RPA ne pouvant être tenu responsable des problèmes d'acheminement du courrier.

Il appartient donc au candidat de s'assurer du bon acheminement de sa copie de sauvegarde, en veillant à ne pas attendre l'extrême limite du délai fixé pour la transmettre.

La copie de sauvegarde qui serait reçue ou déposée après les dates et heures limites de dépôt des offres ne sera pas exploitée et sera détruite.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée.

La copie de sauvegarde qui n'aura pas été utilisée à l'issue de la procédure de notification du marché sera détruite.

ARTICLE 8 – JUGEMENT DES OFFRES - NÉGOCIATION

8.1. Modalités et critères de sélection des offres

En application de l'article R.2152-1 du Code de la Commande Publique, le RPA se réserve la possibilité d'autoriser les soumissionnaires à régulariser leur offre, si celle-ci est irrégulière, à l'exception des offres anormalement basses.

Dans le cas d'une suspicion d'offre anormalement basse, le soumissionnaire devra justifier son prix ou les coûts proposés dans son offre y compris pour la part du marché qu'il envisage de sous-traiter.

Le RPA éliminera les offres inappropriées à l'objet du marché ainsi que celles inacceptables et choisira l'offre jugée économiquement la plus avantageuse, en tenant compte des critères pondérés et énoncés ci-après :

Critère de jugement des offres	Points
La valeur technique	60
Le prix des prestations	40

Méthode de notation de la valeur technique :

La valeur technique est évaluée selon le détail suivant :

Détail de la valeur technique	Nombre de points
Fiches techniques	20 points
Process de mise en œuvre / méthodologie	10 points
Moyens humains affectés à l'opération	10 points
Respect des normes de sécurité	4 points
Référence de chantiers similaires	3 points
Préférence de produits fabriqués en France	3 points
Planning de réalisation des travaux	10 points

Les candidats se verront attribuer une note sur soixante (60) points par le cumul des points obtenus au vu de leurs réponses.

Pour rappel, les réponses apportées au mémoire technique constitue l'offre technique du candidat.

Méthode de notation du critère de prix :

Le candidat complète la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

La note financière est obtenue par l'application à l'offre du candidat de la formule ci-dessous :

Note obtenue = $\frac{\text{montant de l'offre la moins élevée}}{\text{montant de l'offre examinée}} \times 40 \text{ points}$

Concernant les prix, dans le cas où des erreurs matérielles seraient constatées (calculs, reports, ...) entre les indications qui figurent dans la DPGF et celles de l'acte d'engagement, le montant indiqué dans l'acte d'engagement prévaudra pour l'analyse des offres. Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à confirmer l'offre ainsi rectifiée. En cas de refus, son offre sera considérée comme non cohérente.

8.2. Négociation

Le RPA se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant remis une offre conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la Commande Publique. Cette négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre. La négociation pourra se dérouler soit sous forme écrite, soit sous forme orale et confirmée par un écrit.

ARTICLE 9 – MÉDIATION, DIFFÉRENDS ET LITIGES

9.1. Recours au médiateur interne

Le présent marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relation fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relation fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de trois (3) mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux (2) parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

9.2. Différends et litiges

Les litiges éventuels seront régis exclusivement par la législation française.

Le tribunal administratif, dont les coordonnées suivent, est le seul compétent pour régler les recours et litiges pouvant opposer le représentant du pouvoir adjudicateur aux titulaires français ou étrangers.

Instance chargée des procédures de recours :

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Télécopie : 01 44 59 46 46 - Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr